

**N° DP 25/625**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN ESPACE AU COMPLEXE SPORTIF LEO LAGRANGE POUR LES BESOINS D'UN SHOOTING PHOTO POUR LA MARQUE STRADA**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la délibération n °22/03/050 fixant les tarifs pour l'ensemble des équipements sportifs métropolitains,

**VU** le projet de convention de mise à disposition, ci-annexé,

**CONSIDERANT** la demande de la société 2PRA de disposer de la zone d'entraînement du saut à la perche du complexe sportif Léo Lagrange pour la réalisation d'un shooting photos le 28 mars 2025,

**CONSIDERANT** que le bureau des tournages de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a pour objectif de faciliter l'organisation de tournages sur son territoire,

**CONSIDERANT** que cette mise à disposition n'impacte pas l'activité du complexe sportif Léo Lagrange,

**CONSIDERANT** la mise en valeur des lieux lors de la parution des photographies dans différents magazines thématiques ou lors de leur diffusion sur les réseaux sociaux,

**CONSIDERANT** qu'il convient de fixer les modalités de cette mise à disposition et de les approuver,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE METTRE** à disposition de la société 2PRA l'espace défini dans la convention, ci-annexée.

### **ARTICLE 2**

**DE SIGNER** la convention, ci-annexée, définissant les conditions de la mise à disposition.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **28 MAI 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée







**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN ESPACE AU COMPLEXE  
SPORTIF LEO LAGRANGE POUR LES BESOINS D'UN SHOOTING  
PHOTO POUR LA MARQUE STRADA**

**Entre**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, sise 107 Bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean Pierre-GIRAN, autorisé en application de la Décision n° DP

***Ci-après dénommée « la Métropole »***

D'une part,

**Et**

La société 2PRA, ayant son siège social à TOULON, immatriculée au RCS de TOULON sous le numéro 452554181 N° de SIRET : 45255418100019 ; Code APE : 47.71Z, N° TVA Intracommunautaire : FR18452554181, représentée par Brice AIRALE en sa qualité de co-gérant, dûment habilité aux fins des présentes,

***Ci-après dénommée « la Société »***

D'autre part.

## **Article 1 – Objet de la convention**

La Métropole met à disposition de la Société dans le cadre du tournage du shooting photos réalisé par Brice AIRALE dénommé ci-après "l'œuvre", les lieux -ci-dessous décrits, dont elle déclare être le propriétaire, pouvoir en disposer librement et/ou avoir obtenu les autorisations nécessaires à cet effet dans le cadre des conditions fixées par la présente convention :

### **Décor :**

- Zone d'entrainement du saut à la perche au Complexe sportif Léo Lagrange de Toulon

Ci-après désignés sous le terme « les lieux ».

La Métropole autorise la Société à procéder à des prises de vues et enregistrements, ainsi qu'à des éventuels aménagements provisoires de décors pour les besoins du tournage de l'œuvre dans les lieux.

La Métropole autorise la Société à reproduire et représenter l'image des lieux objet de la présente convention afin de permettre l'exploitation de l'œuvre.

La Société atteste que l'œuvre n'a pas de caractère pornographique.

## **Article 2 – Durée de la mise à disposition**

Les lieux définis à l'article 1 sont mis à disposition de la Société pour les besoins du tournage, le vendredi 28 mars 2025 de 09h30 à 12h00.

La signature de la convention devra intervenir avant cette période.

## **Article 3 – Conditions financières**

La mise à disposition des lieux est consentie en contrepartie de la cession des droits d'images des photos réalisées dans les lieux que la Métropole pourra utiliser dans le cadre de sa communication institutionnelle.

Ces images pourront être publiées dans différents supports de communication ce qui permettra la mise en valeur du territoire métropolitain.

## **Article 4 – Conditions d'occupation**

La Société occupera les espaces paisiblement pour tout ce qui concerne la bonne marche de ses activités.

L'équipe de tournage de l'œuvre utilisant les lieux mis à disposition se compose d'environ 3 personnes.

Toute personne étrangère au tournage, à l'exception des représentants de la Métropole, n'est pas admise sur les lieux mis à disposition, à charge de la Société d'y veiller.

## **Article 5 – Etat des lieux**

La Société déclare en outre bien connaître les lieux pour les avoir visités préalablement à la signature de la présente convention.

Les lieux objet de la présente mise à disposition répondent aux normes en vigueur.

Tout éventuel dégât ou sinistre résultant de la présence de la Société et de ses équipes devra être constaté lors de l'état des lieux de sortie, aucune réclamation ne pouvant plus être prise en compte par la Société au-delà.

La Société s'engage lors de la sortie des lieux à effectuer un nettoyage général des lieux.

## **Article 6 – Aménagement**

De manière générale, tout aménagement modifiant l'état des lieux actuel devra être soumis à l'approbation de la Métropole. L'ensemble de ces aménagements devra répondre aux normes de sécurité incendie et d'hygiène et toute préconisation émise par la Métropole.

La Métropole se réserve le droit de retirer tout objet mobilier qu'elle ne désire pas mettre à la disposition du tournage.

Le cas échéant, le prêt de matériel spécifique peut être envisagé. Tous les matériels prêtés sur site pour l'aménagement ou le décor du lieu de tournage, en fonction du scénario et sous réserve de l'accord de la Métropole, seront restitués en parfait état de marche et remis à leur emplacement d'origine.

## **Article 7 – Engagements réciproques des parties**

### **7.1. Désignation d'un référent**

Les parties s'engagent respectivement à désigner un responsable en charge du bon déroulement des opérations, interlocuteur privilégié durant toute la durée du tournage, aux dates et aux horaires indiqués à l'article 2 de la présente convention.

- Pour la Société

- Brice AIRALE en sa qualité de co-gérant, email : [brice.strada@gmail.com](mailto:brice.strada@gmail.com) - tél : 06 47 76 73 59

- Pour la Métropole

- Jean Michel MORAITIS en sa qualité de responsable de site, Direction des Sports, email : [jmmoraitis@metropoletpm.fr](mailto:jmmoraitis@metropoletpm.fr) – tél : 06 26 88 68 39
- Barbara OCCHINI en sa qualité de chargée de développement tournages, Service Accueil des tournages, email : [baocchini@metropoletpm.fr](mailto:baocchini@metropoletpm.fr) - tél : 04 94 93 83 42

### **7.2. Engagements de la Métropole**

La Métropole s'engage à tout mettre en œuvre afin de faciliter la réalisation du tournage dans les Lieux, sous réserve des conditions impératives de conservation des lieux. La Métropole donnera notamment les accès nécessaires aux lieux pour les salariés de la Société et des personnes associées pour l'installation et l'exécution des opérations telles que prévues à l'article 2.



La Métropole s'engage à garder confidentielles les informations relatives à l'œuvre et au tournage et à ne divulguer aucune information ou image sans accord préalable de La Société.

### 7.3. Engagements de la Société

La Société s'engage à ne pas dégrader l'image de la Métropole que ce soit à l'occasion du tournage, lors de la promotion de l'œuvre, ou toute autre circonstance.

Dans le cadre de la communication institutionnelle de la Métropole, la Société s'engage à :

- Remettre à titre gratuit à la Métropole des photographies du tournage,
- Remettre à l'issue du tournage une évaluation des dépenses et des emplois sur le territoire métropolitain dans le document intitulé « fiche retombées économique d'un tournage »,
- Autoriser le Bureau d'Accueil des tournages TPM à réaliser des prises de vue du tournage dans le cadre de sa communication institutionnelle avec l'accord préalable de la Société,

### Article 8 – Incessibilité des droits

La présente convention étant conclue intuitu personae, la Société ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit, ni laisser la disposition des lieux à des personnes étrangères à la présente convention.

### Article 9 – Annulation – Report tournage

Si, pour quelques raisons que ce soit, le tournage ne pouvait être, en tout ou partie, effectué aux dates prévues à l'article 2, la présente convention devra faire l'objet d'un avenant. Dans ce cadre, les conditions financières sont susceptibles d'évoluer.

### Article 10 – Responsabilités - Assurances

#### Article 10.1 Responsabilités

La Société demeure entièrement et exclusivement responsable, pénalement et civilement, des dommages qui pourraient être causés pendant la durée de son occupation, de son fait personnel, ainsi qu'à l'égard des biens meubles et immeubles, équipements et matériels.

Le seul cas d'exonération de la Société est la force majeure.

Elle sera également responsable de tous désordres qui pourraient survenir de la part des personnes, sous sa responsabilité, fréquentant les lieux, et ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité de la Métropole en matière de manquement aux règles de sécurité.

La Société est responsable à l'égard des tiers de l'ensemble des dommages résultant de son occupation, y compris ceux relevant de la responsabilité du propriétaire.

La Société devra faire son affaire personnelle des divers préjudices qui lui seraient causés, et généralement dans tous autres cas fortuits ou de force majeure, la responsabilité de la Métropole ne pouvant en aucun cas être recherchée.



La Métropole ne garantit pas la Société, et par conséquent décline toute responsabilité dans les cas suivants :

- En cas de vol, cambriolage ou autres actes délictueux, et généralement de tous troubles apportés par des tiers ou voies de fait ;
- En cas d'accident pouvant survenir dans les lieux mis à disposition ;
- Dans le cas où le terrain serait inondé ou envahi par les eaux pluviales ou autres fuites.

## Article 10.2 Assurances

La Société devra être titulaire d'un contrat d'assurance couvrant l'intégralité des conséquences pécuniaires de sa responsabilité susceptible d'être engagée du fait de ses activités ou de son occupation, notamment dans les cas où sa responsabilité serait recherchée :

- A la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers ou aux personnes se trouvant sur les lieux ;
- A la suite de tous dommages, y compris acte de vandalisme, causés aux biens confiés.

A cet effet, la Société devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques locatifs, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

Elle est tenue d'assurer elle-même directement tout agencement de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les lieux mis à sa disposition.

S'il était constaté des dommages incombant à La Société dans les lieux mis à disposition, la Société s'engage, sous la responsabilité de sa compagnie d'assurances et après expertise des dommages constatés par l'expert nommé par celle-ci, à faire indemniser la Métropole ou à faire effectuer par les entreprises de son choix les travaux de réparation rendus nécessaires.

La Société ne pourra en aucune circonstance invoquer le manquement ou la défaillance de la compagnie d'assurances pour justifier de la carence de celle-ci vis-à-vis de la Métropole et/ou des tiers.

Ainsi, tout dommages qui ne serait pas pris en charge par l'assureur de la Société, soit que le risque n'est pas garanti, soit que le montant de la garantie est insuffisant, demeurera à la charge exclusive de la Société.

Enfin, les compagnies d'assurances renoncent à tout recours contre la Métropole.

Le bénéficiaire répondra des dégradations et pertes qui pourraient survenir pendant la durée de son occupation à moins qu'il ne prouve qu'elles aient lieu par cas de force majeure, par la faute du propriétaire, ou de tiers responsables des dommages imputables.

Il sera tenu pour responsable de tous désordres qui pourraient survenir de la part des personnes, sous sa responsabilité, fréquentant les lieux, et ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité de la Métropole en matière de manquement aux règles de sécurité.-

La Société devra faire son affaire personnelle des divers préjudices qui lui seraient causés dans les cas ci-dessus énoncés, et généralement dans tous autres cas fortuits ou de force majeure, sauf son recours contre qui de droit, la responsabilité de TPM du terrain ne pouvant en aucun cas être recherchée.

La Société devra être titulaire d'un contrat d'assurance couvrant tous les risques précités.

## **Article 11 – Résiliation – retrait de l'autorisation**

La Société peut renoncer au bénéfice de l'autorisation par lettre recommandée avec accusé de réception. Suite à sa résiliation, la Société ne pourra prétendre à aucune indemnité.

## **Article 12– Droits cédés**

La Métropole accorde l'autorisation à la Société, dans le cadre de l'œuvre et sa promotion, de représenter et de reproduire sur tout support connu ou inconnu à ce jour pour le monde entier et sans limitation de durée et sans qu'aucune rémunération supplémentaire ne soit due à la Métropole et le Gestionnaire, qu'il s'agisse d'utilisations commerciales ou non commerciales, les séquences filmées dans les lieux de tournage.

La Société pourra effectuer toutes coupures de montage nécessaires à partir des enregistrements et des prises de vues cinématographiques.

Tout ameublement et tout objet appartenant aux lieux et mis à la disposition de la Société sont libres de tout droit de reproduction et de représentation pour l'exploitation de l'œuvre et sa promotion. La Métropole garantit la Société contre toute action en contrefaçon qui pourrait lui être intentée du fait de son utilisation.

Dans le cas où se trouveraient des œuvres protégées dans les lieux faisant l'objet du présent contrat, la Métropole devra les signaler par écrit à la Société afin qu'elle puisse les retirer si elle ne désire pas qu'elles soient reproduites à l'occasion des prises de vues. En cas de signalement par écrit par la Métropole et d'utilisation des œuvres protégées dans le cadre de l'œuvre par la Société, celle-ci s'engage à obtenir les autorisations nécessaires relatives à ces œuvres protégées et garantit la Métropole contre tous recours qui pourraient être exercés à son égard à ce sujet.

## **Article 13 – Droits à l'image**

La Société s'engage à ne pas utiliser des prises de vues, de visiteurs ou de membres du personnel, sans leur autorisation écrite. Il appartient à la Société de préciser, dans le document qu'elle soumettra à la signature des intéressés, la nature et les conditions d'exploitation de leur image. Les photographies sont prises sous l'entière responsabilité de la Société et elle ne saurait en aucune manière appeler la Métropole en garantie en cas de litige consécutif à une utilisation répréhensible de l'image des personnes photographiées.

La Société s'engage à obtenir l'accord de l'athlète Valentin Lavillenie d'apparaître sur les prises de vues qui seront remises à la Métropole TPM pour sa communication institutionnelle.

## **Article 14 – Dispositions diverses**

### **14.1. Litiges**

A défaut de règlement amiable intervenu dans les soixante jours à compter de la notification du litige par l'une ou l'autre des parties par courrier simple, le tribunal administratif de Toulon sera saisi.

### **14.2. Réglementation applicable**

La Société est soumise aux droits et obligations résultant du droit de la domanialité publique.

Le présent acte est établi en deux exemplaires dont un original remis à la Société.

Toutes les stipulations du présent acte ont été convenues et arrêtées par les parties contractantes qui affirment en avoir eu la lecture.

Fait à Toulon, le 27 mars 2025

**Pour la Société**

**Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée**

**Jean-Pierre GIRAN,  
Le Président**

